



WELFARM - Protection mondiale des animaux de ferme
13 rue Ruhmkorff, 75017 PARIS
presse@welfarm.fr

www.welfarm.fr

EMBARGO JUSQU'AU 02/08/2023 À 8 HEURES

Communiqué de presse du 02/08/2023

VIANDE CHEVALINE : SOUFFRANCE ANIMALE EN PROVENANCE DU NOUVEAU MONDE DANS LES GRANDES SURFACES FRANÇAISES

Dans un contexte où environ 70 % de la viande chevaline consommée en France – soit plus de 7 000 tonnes – est importée, Welfarm dévoile de nouvelles enquêtes d'Animal Welfare Fondation/Tierschutzbund Zürich et Animals'Angels USA sur les conditions de regroupement et d'abattage de chevaux en Uruguay et au Canada, deux pays qui comptent parmi les principaux exportateurs de viande chevaline en France.



Battus, blessés, parfois gravement, laissés sans soins dans les pâtures, les chevaux abattus en Uruguay et au Canada pour la consommation humaine sont régulièrement détenus dans des conditions déplorables avant d'être mis à mort (manque d'eau, de nourriture, d'accès à l'ombre et à des abris contre les intempéries...).

C'est ce que révèlent plusieurs enquêtes menées entre 2021 et 2023 par Animal Welfare Fondation/Tierschutzbund Zürich (AWF/TSB) et Animals'Angels sur les conditions d'abattage des chevaux dans ces deux pays.

Des conditions qui ne semblent pas émouvoir les acteurs économiques français qui n'y voient qu'un marché parmi d'autres. C'est particulièrement vrai pour la viande chevaline en provenance de l'abattoir Clay, situé en Uruguay, puisque le rôle d'entreprises françaises est central sur ces

importations, de l'abattoir à la distribution en France, en passant par l'importation et le conditionnement.

L'Uruguay, un marché juteux pour la Société Normande de Viandes et Courtages (SNVC)

En 2021, la France a importé pour 47,5 millions de dollars de viande chevaline. Elle est ainsi le 3^e plus grand importateur au monde, après l'Italie (115 millions), et la Belgique (66,2 millions). Elle importe de la viande chevaline, principalement en provenance de Belgique (22 millions – étant précisé que la Belgique a importé cette année-là pour 11,1 millions de dollars de viande chevaline en provenance d'Uruguay), d'Uruguay (10,4 millions), d'Argentine (3,32 millions), des Pays-Bas (2,58 millions) et du Canada (1,81 million). Le marché qui s'est le plus développé à l'import en France est l'Uruguay (+ 6,9 millions entre 2020 et 2021)¹.

La Société Normande de Viandes et Courtages (SAS SNVC), basée à Toutainville, dans l'Eure, commercialise de la viande chevaline en provenance de l'abattoir Clay en Uruguay, importée par la société d'import-export de viande P. Harinordoquy & fils, basée à Bordeaux. Or, l'abattoir Clay et les deux entreprises françaises appartiennent tous les trois à l'entrepreneur français Yon Harinordoquy. Le Groupe Harinordoquy contrôle donc la totalité de la filière, de l'abattage en Uruguay jusqu'à l'assiette du consommateur français.

L'abattoir Clay sous les radars de la Commission européenne

L'enquête d'AWF/TSB en Uruguay a été menée dans les trois abattoirs du pays approuvés par l'Union européenne : Sarel, El Amanecer et... Clay, l'abattoir détenu par le Groupe Harinordoquy. La SNCV, qui commercialise en France la viande chevaline en provenance de cet abattoir, ne peut donc qu'être au fait des conditions de détention et d'abattage des chevaux sur le site uruguayen.

AWF/TSB a documenté de nombreuses maltraitements sur les animaux regroupés sur le site de Clay : manque d'eau et de nourriture, y compris pour les juments gestantes, nombre d'abris insuffisants, voire pas d'abris dans la plupart des pâtures, boiteries, blessures, plaies ouvertes non soignées, œdèmes, pas de traitement de la douleur, chevaux émaciés, frappés, parfois très violemment, transport sans protection contre les intempéries, etc.

Des maltraitements cachés lors des audits des inspecteurs européens, dont les visites sont toujours annoncées à l'avance, a constaté AWF/TSB : animaux présents en bonne condition physique, distribution de fourrage...

La France, importatrice de viande chevaline en provenance d'Uruguay...

La viande issue de l'abattoir Clay est exportée en France puis vendue par la SNCV aux acteurs de la grande distribution.

Ces dernières années, des barquettes de viande chevaline en provenance d'Uruguay de la SNCV ont ainsi été trouvées chez plusieurs distributeurs, comme Match, Leclerc ou Auchan.

D'autres distributeurs vendent de la viande en provenance d'Uruguay commercialisée par divers fournisseurs français. Des barquettes de la société Pégase ont été trouvées chez Carrefour et Cora ; d'autres, de la société Sovica Lottin, chez Grand Frais.

Welfarm a pourtant alerté à plusieurs reprises les distributeurs français sur les conditions de détention et d'abattage des chevaux en Amérique du Sud.

...mais aussi du Canada

Cinquième plus important pays exportateur de viande chevaline, le Canada en a vendu pour près de 2 millions de dollars en France en 2021.

Or dans l'enquête menée par AWF/TSB et Animals'Angels dans le parc d'engraissement de l'abattoir Bouvry Exports, de nombreuses maltraitances ont été documentées : fourbure, boiteries, sabots abîmés ou trop longs, chevaux obèses, manque de soins vétérinaires (plaies béantes non soignées, infections...), manque de protection climatique, pas d'abris par temps de pluie ou lors de chutes de neige, enclos boueux et partiellement inondés au printemps, secs et poussiéreux en été, chevaux morts laissés dans les enclos...

Les [constats précédents](#) de Welfarm sur l'abattoir de Bouvry se vérifient donc malheureusement aujourd'hui encore.

Seule solution : interdire les importations de viande chevaline

Welfarm demande, idéalement au niveau européen, au minimum au niveau français, d'interdire les importations de viande chevaline en provenance d'Etats qui ne respectent pas des normes élevées de protection animale en abattoir.

L'association avait déjà prouvé la nécessité d'une telle interdiction l'année dernière en pointant du doigt [les conditions de détention et d'abattage des chevaux en Argentine](#). Elle justifie à nouveau cette mesure aujourd'hui au regard de ce qui se passe en Uruguay et au Canada.

(1) Source : Observatory of Economic Complexity

Ressources presse :

Vidéo d'enquête sur l'inefficacité des audits en abattoir en Uruguay :

<https://vimeo.com/847004955?share=copy>

Vidéo d'enquête sur les conditions de détention en abattoir au Canada :

<https://vimeo.com/847004436?share=copy>

Film complet (EN) sur l'enquête en Uruguay : <https://youtu.be/bFJlGALxgws>

Film complet (EN) sur l'enquête au Canada : <https://youtu.be/X6q1sT0e2c0>

Contact presse : presse@welfarm.fr - 03 87 66 16 33

À propos de Welfarm :

Welfarm est une association française indépendante créée en 1994, dont la mission est reconnue d'utilité publique. Elle œuvre depuis près de 30 ans pour une meilleure prise en compte du bien-être des animaux d'élevage à toutes les étapes de leur vie : élevage, transport et abattage. Welfarm emploie à ce jour près de 30 salariés et son siège social se situe à Metz (57). Forte du soutien de ses près de 29 000 membres et donateurs, l'association agit exclusivement grâce à la générosité du public. Welfarm est membre de plusieurs groupes de travail institutionnels, dont le Comité d'Experts « bien-être animal » du ministère de l'Agriculture (CNOPSAV) et la Plateforme de l'UE sur le bien-être animal pilotée par la Commission européenne.